

Baromètre PME / ETI – 3^{ème} édition Septembre 2015

L'accès aux marchés est une question essentielle pour les PME du numérique. La troisième édition du baromètre PME/ETI de Syntec Numérique démontre que celui-ci est toujours perçu comme difficile par 51% nos adhérents pour les marchés privés et 82% pour les marchés publics ! L'appétence est pourtant forte pour ces derniers, 74% du panel se déclarant intéressé et 75% envisageant de répondre davantage aux appels d'offres des marchés publics. Nous avons pu constater par ailleurs de remarquables efforts et actions menées par les pouvoirs publics pour améliorer la situation, les exemples du GIP Maximilien et de l'UGAP étant représentatifs de cet élan. Nous ne retrouvons pas dans les résultats du baromètre l'impact de ce mouvement. Nous pouvons donc légitimement nous interroger sur la diffusion de l'information et l'application opérationnelle effective. Syntec Numérique, en tant que corps intermédiaire, assure et continuera à assurer cette mission d'information et de veille auprès de ses adhérents et dans les territoires.

Par ailleurs, les relations entre les PME du numérique et les acheteurs restent délicates. Seules 6% des entreprises ont ainsi un jugement positif sur les acheteurs publics. Cependant la situation semble s'améliorer notamment dans le secteur privé. 79% des entreprises interrogées déclarent avoir confiance dans les procédures des marchés privés, contre 59% en 2014. De même, en matière de sous-traitance le constat d'abus est passé en une année de 58% à 35%. Pour favoriser une meilleure compréhension mutuelle des acteurs dans ces relations et développer ensemble les performances économiques, la Commission PME de Syntec Numérique a développé une logique de partenariat avec des acteurs représentatifs de l'écosystème, tels que le Cigref et Pacte PME. Notre action dans ce domaine repose sur l'idée que la transformation numérique des entreprises suppose une capacité à prendre plus de risques, à raccourcir les cycles de décision, à travailler avec des PME et des start-up dans un esprit « French Tech », en desserrant l'étau du référencement.

Syntec Numérique agit ainsi pour favoriser la compréhension réciproque des besoins des PME, des DSI et des Achats, diffuser le référentiel de pratiques recommandées par Pacte PME et adapter les procédures et règles du jeu en faveur des PME. L'organisation de l'événement «PME du numérique et Grands Comptes : une chance pour la France» le 21 septembre prochain à Bercy en présence de Madame Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique, s'inscrit dans cette démarche. Il convient d'agir et de se mobiliser sur le développement des relations entre Grands Comptes (Etat, entreprises publiques et privées ...) et PME, en capacité de développer une offre industrielle. Ce levier constitue un facteur essentiel de relance, et est un élément de cohésion économique entre acteurs industriels petits et grands, indispensable au développement à court et moyen terme de la filière numérique.

Méthodologie et échantillon

Mode de recueil

- Sondage envoyé par mailing auprès de nos adhérents, et des membres d'entités partenaires, du 15 juin au 15 juillet 2015

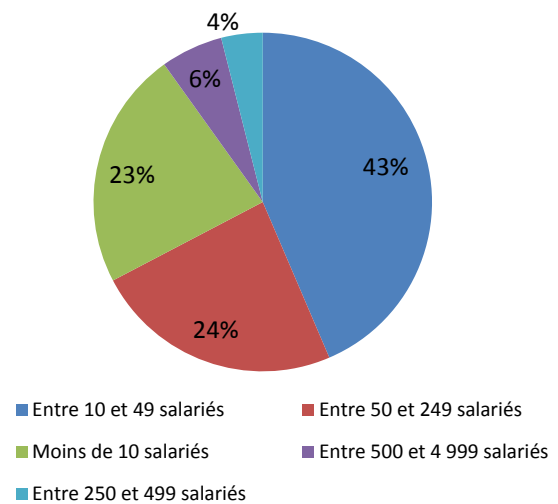
Echantillon

- 105 entreprises du numérique

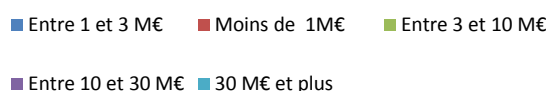
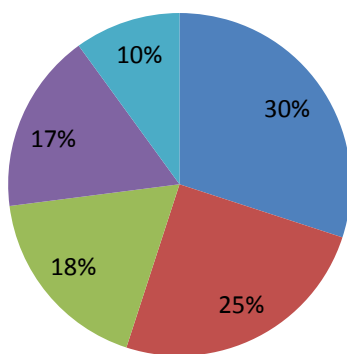
Secteur d'activité de l'entreprise¹

- Editeurs de logiciels : 36%
- ESN² : 51%
- Conseil en technologie : 4%
- Autres (Jeux Vidéos / Pure Player) : 9%

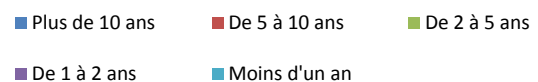
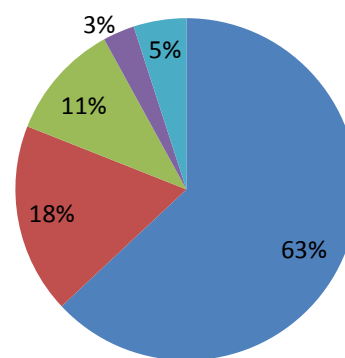
Taille des sociétés : essentiellement des PME et des TPE (90%)



Chiffre d'affaires global



Date de création de l'entreprise



¹ Plusieurs réponses possibles

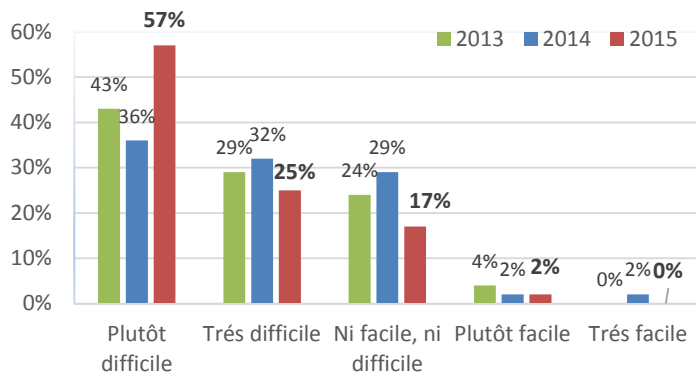
² ESN : Entreprise de Services du Numérique (Ex SSII)

Entreprises du numérique et marchés publics, un intérêt qui ne se dément pas

Un intérêt constant pour les marchés publics

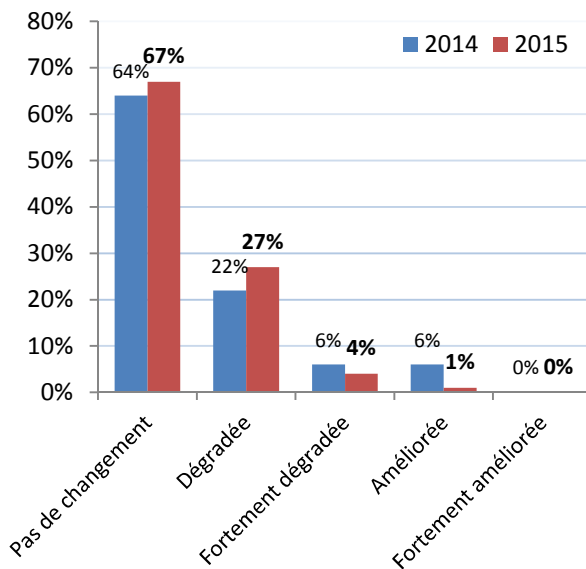
- **74% du panel se déclare intéressé par les marchés publics, 70% en 2014³**
- **75% envisagent de répondre davantage aux appels d'offres des marchés publics, 73% en 2014⁴**
- Les marchés publics représentent moins de 10% du CA pour 59% des entreprises interrogées
- Les ESN sont les plus intéressées (78% contre 68% pour les éditeurs), mais également les plus sévères

Un accès perçu comme toujours plus difficile⁵

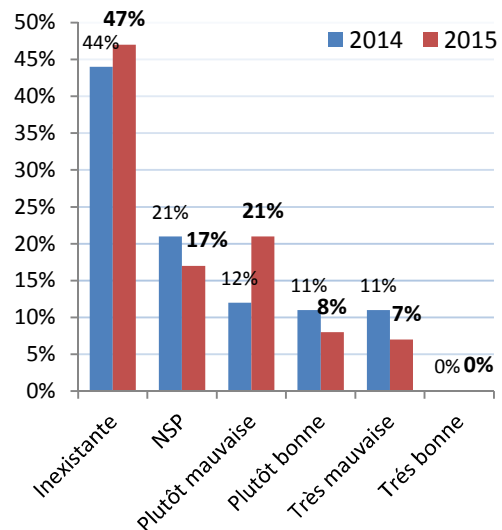


- **82% des entreprises interrogées jugent difficile l'accès aux marchés publics, 68% en 2014**
- 86% des ESN jugent cet accès difficile contre 73% chez les éditeurs
- 95% des entreprises interrogées jugent les procédures d'appels d'offres publics plutôt ou très complexes, 92% en 2013⁶

En 2015, pas de changement notable constaté⁷



Une action de l'Etat réelle mais non ressentie et valorisée⁸



³ Base : tous. « Avez-vous ou êtes-vous intéressés par des marchés publics ? »

⁴ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Envisagez-vous de répondre davantage aux appels d'offres des marchés publics ? »

⁵ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Quel est votre jugement sur l'accès aux marchés publics ? »

⁶ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « Comment jugez-vous les procédures d'appels d'offres publics ? »

⁷ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « En 2014, avez-vous constaté une évolution de la situation dans l'accès aux marchés publics ? »

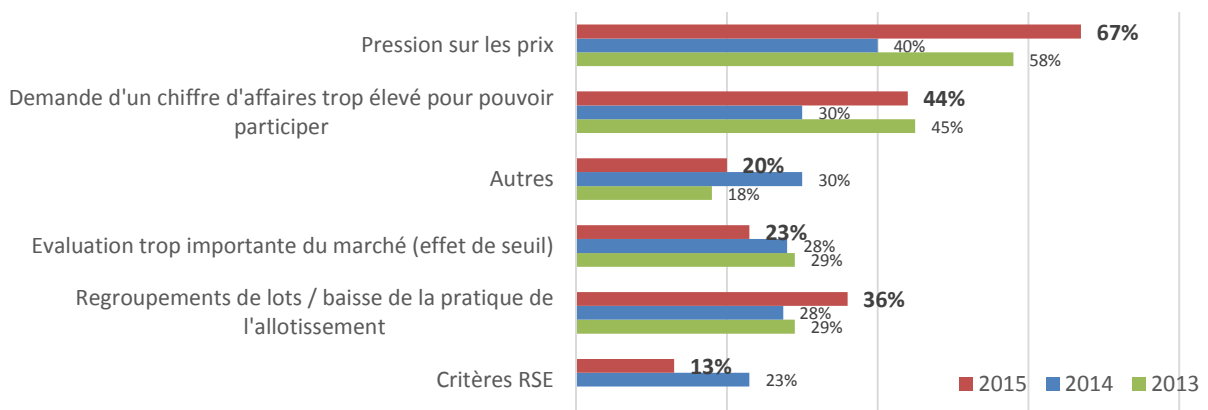
⁸ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « Quel est votre jugement sur l'action de l'Etat en ce domaine ? »

Des réponses contrastées et globalement négatives concernant la confiance qu'inspire aux PME les marchés publics et à les acteurs en présence

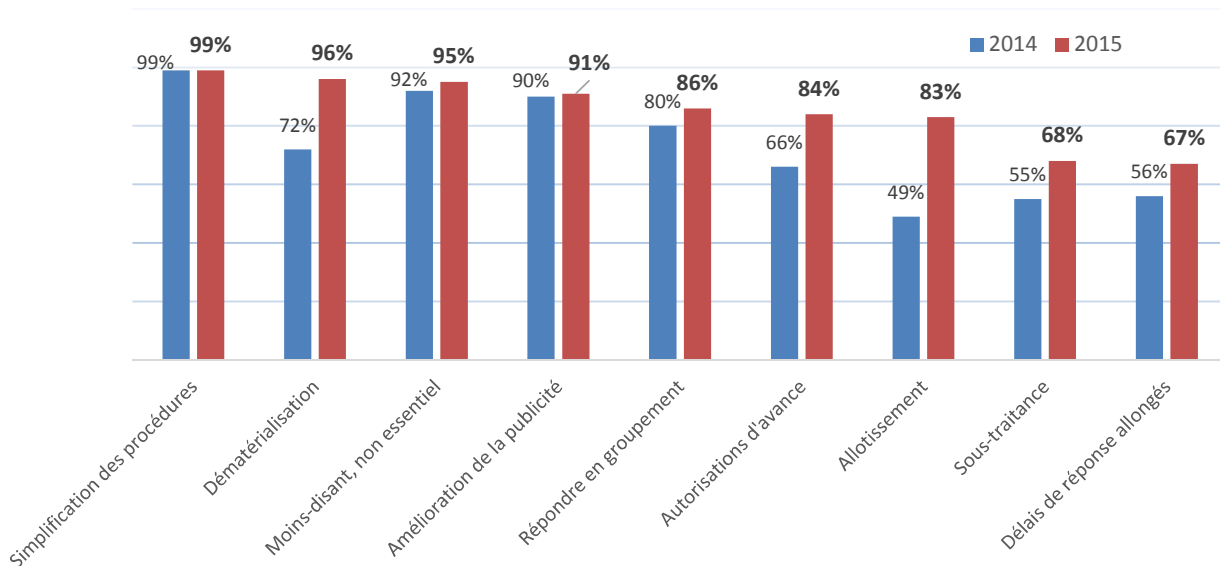
- 49% des entreprises déclarent avoir confiance dans les procédures des marchés publics⁹ en 2015, 53% en 2014 - 45% seulement des ESN
- 44% des entreprises jugent les appels d'offres partiiaux¹⁰, 57% en 2013 et 53% en 2014
- Seules 6% des entreprises ont un jugement positif sur les acheteurs publics, en baisse par rapport à l'année passée (8%)¹¹

Forte baisse des pratiques inappropriées

- 46% des entreprises déclarent avoir constaté des pratiques inappropriées de la part des services d'achats d'entités ou d'administrations publiques¹², 55% en 2014
- Forte augmentation de la pression sur les prix en 2015, 40% en 2014



Allotissement et autorisation d'avance, de nouveaux axes pour améliorer l'accès aux marchés publics¹³



⁹ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Avez-vous confiance dans les procédures des marchés publics »

¹⁰ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Jugez-vous les appels d'offres impartiaux »

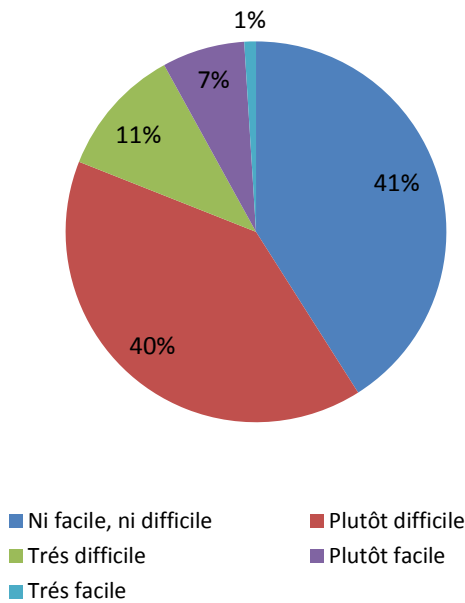
¹¹ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Quel est votre jugement sur les acheteurs publics ? »

¹² Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics

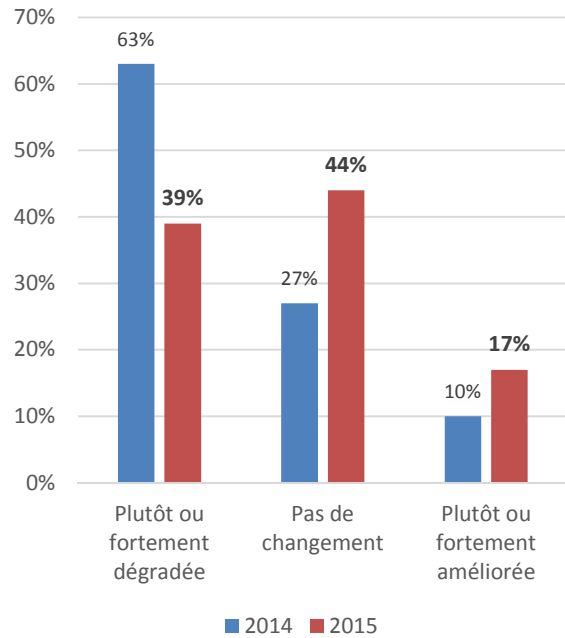
¹³ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Parmi les éléments suivants, ressentez-vous aujourd'hui un besoin en matière d'accès aux marchés publics ? »

Entreprises du numérique et marchés privés, le retour de la confiance ?

51% des entreprises interrogées jugent difficile l'accès aux marchés privés¹⁴

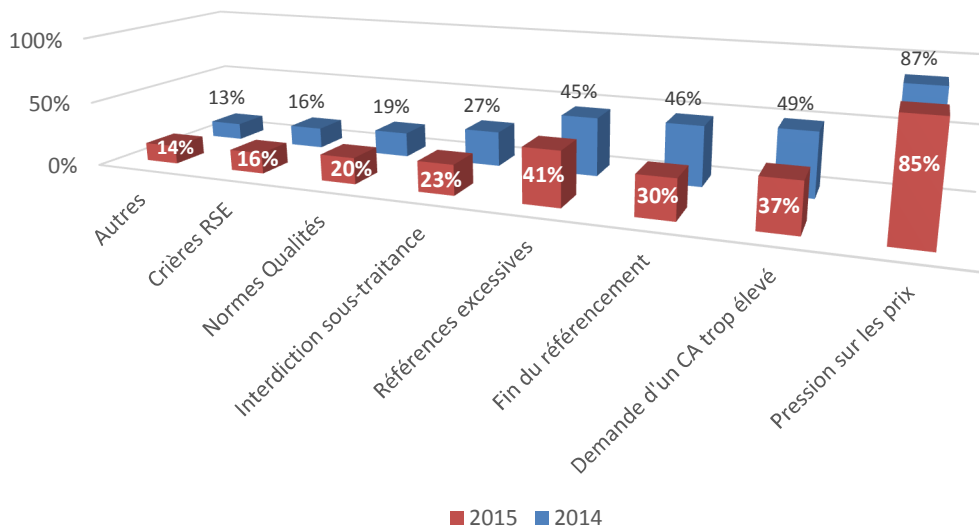


Une perception plus positive quant à l'évolution de la situation¹⁵



- 79% des entreprises déclarent avoir confiance dans les procédures des marchés privés, 59% en 2014¹⁶
- 68% des entreprises déclarent avoir constaté des pratiques inappropriées de la part des services d'achats des entreprises privées, 70% en 2014 et 71% en 2013¹⁷

Pression sur les prix et demandes de références excessives, des pratiques condamnées



¹⁴ Base : tous. « Quel est votre jugement sur l'accès aux marchés privés ? »

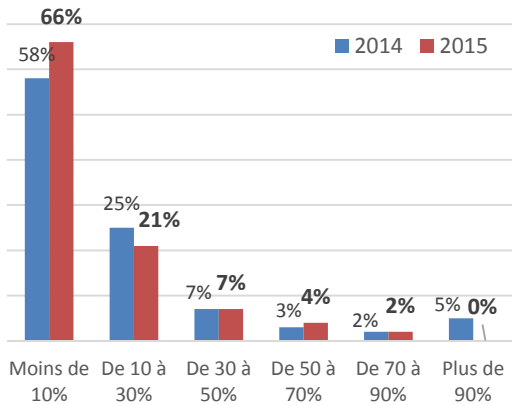
¹⁵ Base : tous. « En 2014, considérez-vous que la situation se soit ... ? »

¹⁶ Base : tous. « Avez-vous confiance dans les procédures des marchés privés ? »

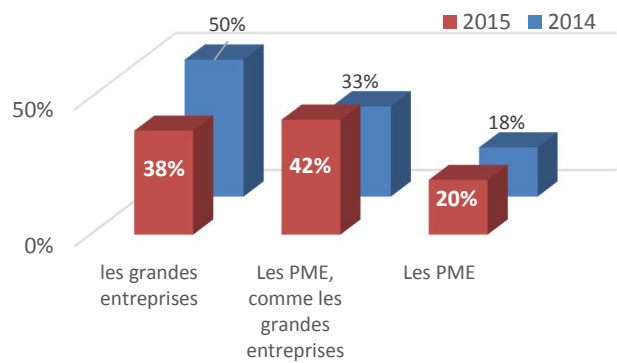
¹⁷ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics.

La sous-traitance : au profit de l'ensemble des entreprises, des relations apaisées

Le recours à cette pratique reste faible et stable¹⁸

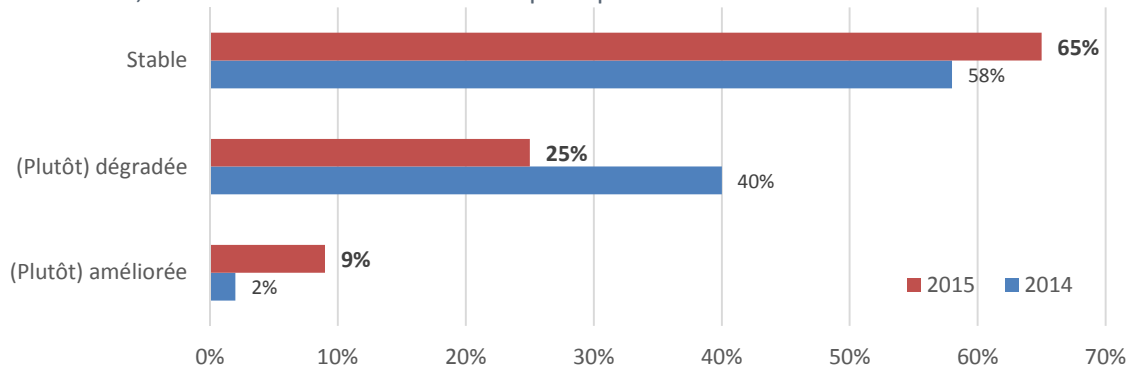


Rééquilibrage quant à la perception du bénéficiaire de cette pratique¹⁹



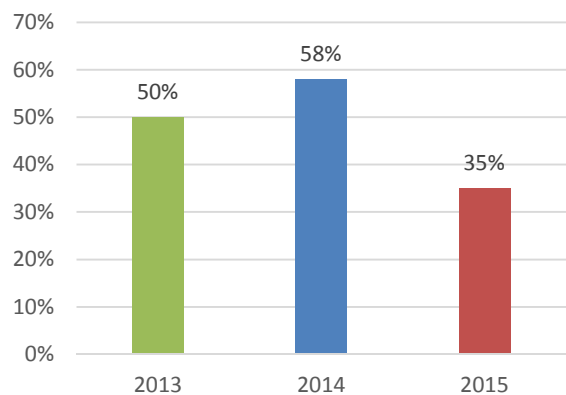
La sous-traitance reste un exercice complexe et toujours plus difficile

- Seules 6% des entreprises jugent la pratique de la sous-traitance facile, 3% en 2014²⁰
- En 2015, une sensible amélioration de la perception de l'évolution de la situation²¹



Forte baisse des abus constatés

- 35% des entreprises ont constaté des pratiques inappropriées en matière de sous-traitance en 2015, contre 58% en 2014²²



¹⁸ Base : tous. « En 2014, quelle est la part de votre chiffre d'affaires (en %) liée à un contrat de sous-traitance ? »

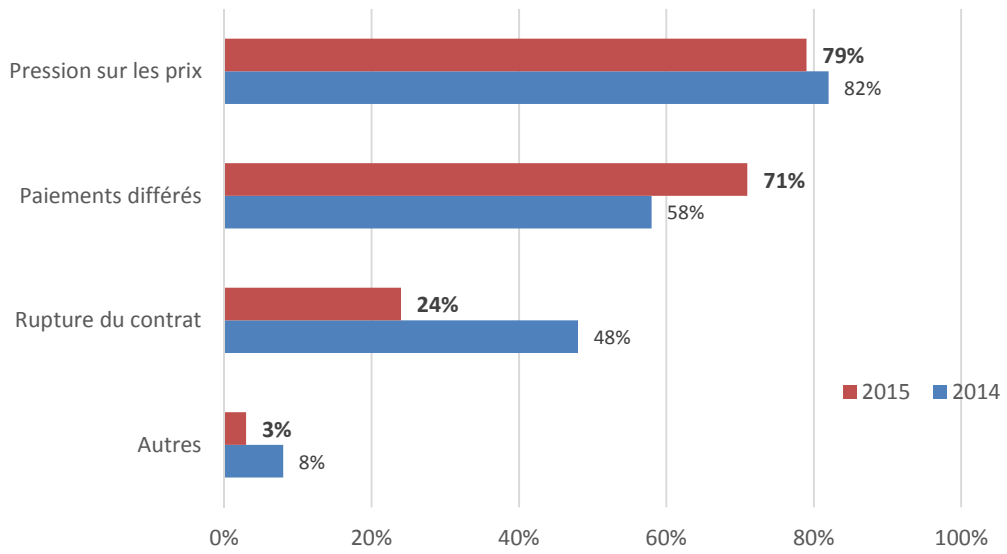
¹⁹ Base : tous. « Selon vous, la sous-traitance avantage ... »

²⁰ Base : tous. « Quel est votre jugement sur la pratique de la sous-traitance ? Elle est ... »

²¹ Base : tous. « En 2014, considérez-vous que la situation se soit ... »

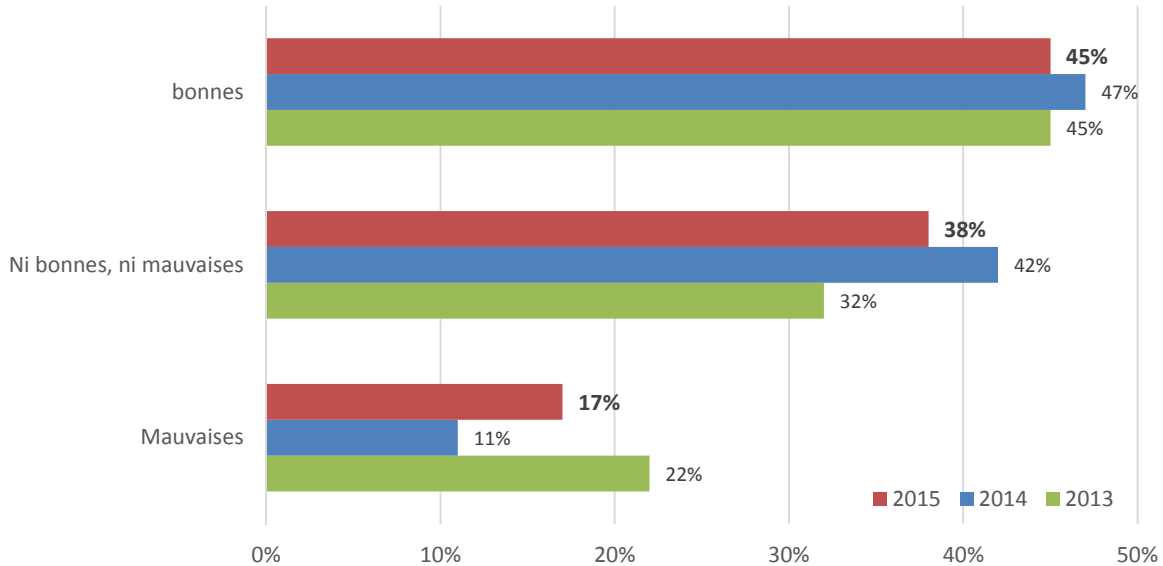
²² Base : tous. « En 2014, avez-vous constaté des pratiques inappropriées en matière de sous-traitance ? »

Les paiements différés, le nouveau mal des PME ?



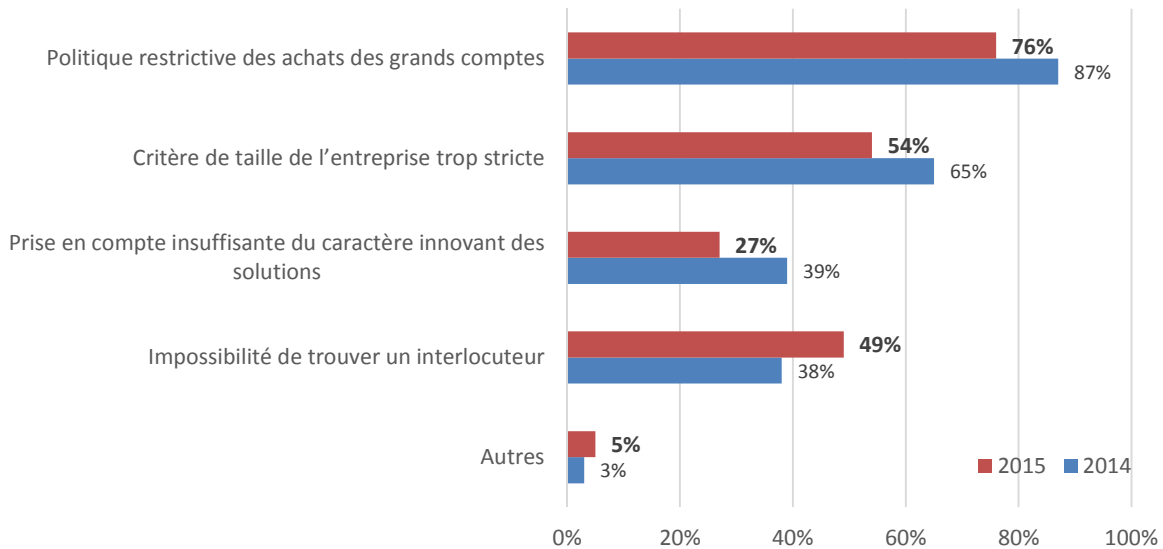
**Des relations PME – ETI/grands comptes stables,
La question de la porte d'entrée reste posée**

Des relations satisfaisantes et améliorées avec les grands comptes²³



Un accès toujours plus difficile, du fait de la politique restrictive de leurs services achats

- 77% des entreprises ont eu des difficultés à entrer en relation avec un ou des nouveaux grands comptes en 2015, 75% en 2014²⁴
- Les raisons évoquées sont les suivantes (plusieurs choix possibles) :



A noter : 31% des PME / ETI ont vu un collaborateur débauché par un grand compte en 2015, contre 47% en 2014 et 38% en 2013, sans contrepartie pour 89% des cas.

²³ Base : tous. « Quel est votre jugement sur vos relations actuelles avec vos partenaires / clients grands comptes ? »

²⁴ Base : tous. « En 2014, avez-vous eu des difficultés à entrer en relation avec un ou des nouveaux grands comptes ? » - « Si oui, pourquoi ? (plusieurs réponses possibles) »